

Trente-huit ans après le coup d'État militaire, la lutte continue en Argentine

samedi 5 avril 2014, par [de la SIEGA Virginia](#) (Date de rédaction antérieure : 3 avril 2014).

Au début de l'année 1976, la bourgeoisie argentine, alliée et serviteur des pays impérialistes, ne parvenait plus à contenir les luttes du mouvement ouvrier et populaire. Celui-ci refusait l'ouverture du pays au néolibéralisme, l'application des plans d'austérité et l'érosion du pouvoir d'achat au profit des actionnaires. Le 24 mars, elle a eu recours à un coup d'État militaire.

Celui-ci s'est fait avec l'approbation de l'impérialisme US et le soutien « logistique » de l'impérialisme français, qui avait trouvé un nouvel emploi aux tortionnaires mis au chômage après la guerre d'Algérie. Le résultat de leurs méthodes de répression a été des dizaines de milliers de détenus politiques et de personnes poussées à l'exil, la misère et la barbarie déclenchées contre la population, et 30 000 militantEs de gauche, dirigeantsE syndicaux et étudiantEs, torturés puis disparus (un euphémisme pour dire qu'ils ont été assassinés).

La dictature est tombée en 1982, mais les conséquences de ce massacre se sont fait sentir dans les luttes qui ont suivi. Toute une génération de militantEs syndicaux et politiques a fait défaut à la tête des combats contre l'ouverture néolibérale des années 1980 et 90. Les générations suivantes ont dû apprendre presque de zéro ce qu'était un syndicat ou une grève, bref la lutte de classes. Cela a pris du temps mais elles y sont finalement très bien parvenues, comme en témoigne la lutte des enseignantEs de la province de Buenos Aires (presque 40 % de la population du pays) qui, en grève reconductible depuis un mois, viennent d'arracher une augmentation des salaires de plus de 30 %.

Une journée pour revendiquer

Le 24 mars dernier, le mouvement des droits de l'homme a manifesté de façon divisée. Les organisations liées au gouvernement de Cristina Kirchner ont fait de la commémoration une journée de deuil. À l'inverse, un secteur des Mères de la Place de Mai et toute la gauche (principalement trotskiste) ont repris les traditions de lutte du mouvement : nos disparuEs n'étaient pas des victimes, ils étaient des jeunes femmes et hommes qui se sont battus pour la révolution en pleine conscience des dangers.

Pour ces secteurs, associés dans le « Rassemblement Mémoire, vérité et justice », ce 24 mars a été une journée de revendication de la lutte des disparus. Aux exigences de justice, ils ont ajouté celle de la démission du commandant en chef des Forces armées, tortionnaire connu sous la dictature, ainsi que celle de la libération et de l'acquittement des travailleurs du pétrole de Las Heras, injustement condamnés à la prison à vie.

Le NPA était présent ce jour-là devant l'ambassade d'Argentine à Paris, pour soutenir les exigences de la manifestation de Buenos Aires et remettre une copie de leur déclaration.

Assez d'impunité ! Ni austérité ni répression !

Emprisonnement de tous les assassins !

Acquittement des travailleurs de Las Heras !

Libération de tous les prisonniers politiques et sociaux !

Virginia de la Siega

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 236 (03/04/2014). <http://npa2009.org/>